

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/Q4/NLD/1**

14 septembre 1998

(98-3464)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **EXAMEN DES LÉGISLATIONS RELATIVES AUX MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

### **PAYS-BAS<sup>1</sup>**

Le présent document reproduit la déclaration préliminaire de la délégation des Pays-Bas, les questions qui ont été posées à celle-ci et les réponses qu'elle a fournies dans le cadre de l'examen des législations relatives aux moyens de faire respecter les droits qui a eu lieu lors de la réunion que le Conseil a tenue du 17 au 21 novembre 1997.<sup>2</sup>

## **I. DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE**

### Généralités

Les Pays-Bas se sont conformés à leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC dans le cadre des dispositifs existants, qui ont été mis à jour là où cela était nécessaire. En partie parce que les Pays-Bas avaient déjà adhéré aux Conventions de Rome et de Berne avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC, leurs procédures judiciaires se trouvaient déjà en conformité avec les dispositions de celui-ci. Étant membre de l'UE, ils mettent en œuvre les mesures à la frontière conformément au Règlement (CE) n° 3295/94, dont les dispositions sont directement applicables sur le territoire néerlandais.

### Procédures judiciaires

Comme le montrent les réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits<sup>3</sup>, le système juridique néerlandais offre des moyens multiples et variés pour faire respecter les droits. La Loi sur le droit d'auteur vient compléter à cet égard les dispositions du Code de procédure civile en leur adjoignant des droits et dispositions nouveaux. Au nombre des mesures correctives existantes figurent les jugements déclaratifs, les ordonnances du tribunal demandant la cessation de l'atteinte renforcées par des dommages-intérêts conditionnels ou le retrait, en vue de leur destruction, des copies de matériel faites illégalement. Des injonctions peuvent également être demandées au moyen d'une procédure spécifique appelée *kort geding*, qui permet aux parties de porter

<sup>1</sup> En ce qui concerne les lois et règlements applicables au domaine examiné, que les Pays-Bas ont notifiés en application de l'article 63:2 de l'Accord, prière de se reporter aux documents IP/N/1/NLD/1/Rev.1 (annexe II) et IP/N/6/NLD/1.

<sup>2</sup> Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/16.

<sup>3</sup> Document IP/N/6/NLD/1.

sans attendre une affaire devant le tribunal. Le *kort geding* est très utilisé dans les litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle.

### Mesures provisoires

Des mesures provisoires comme la saisie peuvent être accordées sans que l'autre partie soit entendue, sous réserve que la procédure complète ait été engagée dans un délai de huit à 14 jours après la saisie. Le défendeur peut demander la suspension de la saisie dans le cadre d'une procédure de *kort geding*, laquelle a lieu très rapidement après la saisie.

### Infractions pénales

Aux termes des dispositions du Code pénal, un certain nombre d'actes sont punissables, comme l'importation de marchandises revêtues de marques contrefaites ou frauduleusement apposées, ou le fait de porter intentionnellement atteinte à un droit d'auteur (en particulier dans le but d'en retirer un bénéfice commercial).

### Mesures à la frontière

Outre les dispositions qui existaient déjà en matière de marques de fabrique ou de commerce, comme celles prévues à l'article 337 du Code pénal, les mesures à la frontière sont mises en œuvre conformément au Règlement (CE) n° 3295/94. Les dispositions de ce règlement sont directement applicables. L'adhésion à l'Accord sur les ADPIC a par ailleurs entraîné l'adoption, dans le cadre de la législation nationale, de mesures complémentaires visant à étendre les dispositions pénales, et prévoyant par exemple:

- l'aggravation des sanctions pénales et le renforcement des amendes applicables aux actes de piratage;
- l'établissement de sanctions pour l'importation de marchandises qui ressemblent frauduleusement à un modèle sur lequel une autre personne a un droit, ou qui n'en diffèrent que légèrement.

### Conclusion

En conclusion, les Pays-Bas sont convaincus que leur système juridique, en matière civile, administrative ou pénale, satisfait à tous égards aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC et qu'il offre une protection judicieusement conçue et complète des droits de propriété intellectuelle.

## **II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON**

### **1. Prière d'indiquer les "autorités compétentes" auxquelles fait référence l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.**

Aux Pays-Bas, les autorités compétentes en la matière sont le Centre d'information douanière de la Direction des douanes du Ministère des finances.

### **2. Prière d'indiquer si la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC est judiciaire ou administrative.**

Il s'agit d'une procédure judiciaire.

**3. Y a-t-il d'autres moyens que la demande visée aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC (ci-après désignée par l'expression "la demande") qui permettent au détenteur d'un droit de demander aux autorités compétentes de suspendre la mise en libre pratique des marchandises portant atteinte à des DPI ou soupçonnées d'y porter atteinte?**

Non, il n'en existe pas d'autre.

**4. Prière d'indiquer quelle période votre pays considère comme étant "un délai raisonnable dans lequel les autorités compétentes feront savoir au requérant si elles ont ou non fait droit à sa demande" comme le prévoit l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les règles concernant les mesures à la frontière aux Pays-Bas sont énoncées dans le Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil de l'Europe, du 22 décembre 1994. Ce règlement ne fixe aucun délai précis. Aux termes de son article 3.5, il est précisé que l'autorité compétente informe sans délai et par écrit le requérant de sa décision.

**5. Prière d'indiquer la durée de validité de la demande.**

La législation néerlandaise ne donne aucune indication à cet égard. La durée est fixée au cas par cas.

**6. Prière d'indiquer si le détenteur d'un droit est tenu d'acquitter un droit lors de la présentation de la demande.**

Aucun droit n'est perçu lors du dépôt de la demande.

**7. Prière d'indiquer les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez en résumer le contenu.**

Voir les réponses des Pays-Bas aux questions 1, 5 et 10 à 12 de la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>4</sup>

**8. Prière d'indiquer la procédure spécifique applicable, le cas échéant, aux marchandises pour lesquelles il n'est pas évident qu'elles portent atteinte à des DPI (article 55 de l'Accord sur les ADPIC).**

Aucune procédure particulière n'est prévue en ce cas (article 7.1 du Règlement du Conseil n° 3295/94).

**9. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités connexes prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles ne suspendent pas la mise en libre circulation de marchandises qui portent atteinte à des DPI, au regard de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les règles générales relatives à la responsabilité des pouvoirs publics sont également applicables aux autorités compétentes (article 6:162 du Code civil).

**10. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités connexes prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles examinent les marchandises qui**

---

<sup>4</sup> Document IP/N/6/NLD/1.

**portent atteinte à des DPI et qu'elles les mettent néanmoins en libre circulation, au regard de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

Prière de voir la réponse à la question 9.

**11. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités connexes prennent vis-à-vis des importateurs lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation de marchandises qui ne portent pas atteinte à des DPI, au regard de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.**

Prière de voir la réponse à la question 9.

**12. Le détenteur d'un droit est-il informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs lorsque les autorités compétentes "suspendent" la mise en libre circulation de marchandises qui portent atteinte à des DPI, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte, comme dans le cas, prévu à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC, où le détenteur du droit est informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs?**

L'article 6.1 du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil donne à l'autorité néerlandaise compétente la possibilité d'informer le détenteur d'un droit. Toutefois, en raison des règles nationales relatives au secret administratif, l'autorité compétente ne lui communique les nom et adresse de l'importateur que si l'atteinte au droit a été établie avec certitude par une décision au fond des autorités judiciaires.

**13. Prière d'indiquer les mesures destinées à protéger les renseignements confidentiels au cours de l'inspection prévue à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez indiquer également les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent de telles mesures.**

Il est interdit aux fonctionnaires de l'autorité compétente (les douanes) de rendre publics des renseignements confidentiels (article 67 de l'*Algemene Wet inzake Rijksbelastingen* – Loi fiscale générale).

**14. Prière d'indiquer les procédures de rétention et de saisie que les autorités compétentes peuvent ordonner sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les procédures de rétention et de saisie pouvant être ordonnées par les autorités compétentes sont celles énoncées aux articles 6 et 7 du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil.

**15. Prière d'indiquer les procédures d'appel de toute décision rendue par les autorités compétentes sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.**

Toute décision rendue par les autorités compétentes est susceptible d'appel.

**16. Prière d'indiquer la base de calcul de la caution ou de la garantie équivalente prévue à l'article 53 de l'Accord sur les ADPIC que les autorités compétentes peuvent exiger du requérant lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation.**

La base de calcul de la caution ou de la garantie équivalente est constituée par l'article 3.6 du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil.

**17. Prière d'indiquer qui paie le coût de la rétention fondée sur l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC ou de la destruction prévue à l'article 59 dudit accord.**

Les frais de rétention des marchandises dont la mise en libre circulation est suspendue sont à la charge du détenteur du droit qui fait la demande. Les frais engagés pour la destruction des marchandises de marque contrefaites et des marchandises pirates portant atteinte à un droit sont à la charge de l'administration.

**18. Prière d'indiquer quels genres de situation sont considérés comme "des circonstances exceptionnelles" dans lesquelles les autorités compétentes peuvent autoriser la réexportation de marchandises de marque contrefaites, comme le prévoit l'article 59 de l'Accord sur les ADPIC.**

Ni les dispositions du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil ni celles de la législation néerlandaise ne prévoient la réexportation en l'état de marchandises dont il a été constaté qu'elles étaient contrefaites ou pirates.

**19. Prière d'indiquer quels sont les DPI protégés sur la base de la demande présentée par un détenteur de droit.**

Sont protégés, en vertu du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles, le droit d'auteur et les droits voisins.

**20. Prière d'indiquer la nature et le contenu des documents à fournir par le requérant pour présenter sa demande.**

Les indications concernant la nature et le contenu des documents qui doivent être fournis par le requérant pour présenter sa demande figurent aux articles 3.1 et 3.2 du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil.

### **III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS**

#### Obligations générales

**1. Dans le document IP/N/6/NLD/1, en réponse à la question 2, le gouvernement néerlandais fournit des renseignements en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits en matière de droits d'auteur et de brevets, mais pas pour les autres formes de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer, pour les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les schémas de circuits intégrés et les renseignements non divulgués, quelles personnes ont qualité pour faire valoir des droits et de citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.**

Les détenteurs des droits susvisés sont habilités à faire valoir leurs droits en vertu de l'article 70 de la Loi sur les brevets, de l'article 113 de la Loi uniforme du Benelux sur les marques, de l'article 14 de la Loi uniforme du Benelux sur les dessins et modèles, de l'article 17 de la Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés.

Les droits sur les indications géographiques enregistrées conformément au Règlement (CE) n° 2081/92 du Conseil de l'Europe peuvent être revendiqués par leurs détenteurs en application de l'article 13 dudit règlement. Lorsqu'une indication géographique est fallacieuse, les intéressés peuvent entamer une procédure civile en vertu de l'article 6:162 ou des articles 194 à 196 du Code civil. Dans ce cas, il est possible de déposer une plainte devant le parquet en se fondant sur les articles 328*bis* et 337 du Code pénal. Lorsque l'utilisation d'une indication géographique qui constitue une marque de fabrique ou de commerce est de nature à induire en erreur quant à la source des marchandises, les intéressés et le parquet peuvent engager d'office une procédure civile en vue de faire invalider l'enregistrement de cette marque de fabrique ou de commerce (articles 4.5 et 14 de la Loi uniforme du Benelux sur les marques). Le Bureau des marques du Benelux est habilité à refuser

l'enregistrement d'une telle marque de fabrique ou de commerce (article 6bis de la Loi uniforme du Benelux sur les marques).

La Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés autorise les preneurs de licence et les créanciers sur gages à demander indépendamment du détenteur du droit des dommages-intérêts et des indemnités pour violation du droit si le donneur de licence leur a accordé le droit de le faire.

**2. Prière d'indiquer toute prescription à laquelle doit satisfaire une partie étrangère pour engager une procédure et qui n'est pas imposée à un ressortissant néerlandais ou à un résident aux Pays-Bas et de citer les textes juridiques prévoyant ces distinctions.**

Le Code de procédure civile n'impose à une partie étrangère, pour engager une procédure, aucune condition qui ne soit déjà imposée à un ressortissant néerlandais ou à un résident aux Pays-Bas. Tout plaignant doit observer les règles énoncées dans ce code et exposées dans les réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>5</sup>

**3. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions du régime néerlandais relatif aux moyens de faire respecter les droits qui assurent l'application rapide de mesures correctives. Veuillez en outre indiquer les dispositions prévues pour empêcher les parties à une procédure de provoquer volontairement des retards, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces dispositions sont appliquées.**

Le dispositif prévu par le Code de procédure civile vise à assurer, à tous les plaignants, l'application rapide de mesures correctives. Voir en particulier la réponse donnée par les Pays-Bas à la question 6 de la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits<sup>5</sup>, qui décrit la procédure du *kort geding*. Dans la procédure complète, toute communication, y compris les demandes visant à obtenir la prorogation d'un délai pour la communication d'actes ou d'éléments de preuve, doit être adressée par écrit au tribunal, qui se prononce à leur sujet. En général, le tribunal fait droit aux demandes visant à obtenir la prorogation d'un délai lorsque la partie adverse approuve cette prorogation.

**4. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Il est indiqué dans le document IP/N/6/NLD/1 que toute décision judiciaire doit être motivée et doit exposer tous les fondements de la décision. Prière d'indiquer si les juges ou les fonctionnaires sont tenus de rendre leurs décisions par écrit, de donner le délai, le cas échéant, dans lequel ils doivent les rendre et de citer les textes juridiques prescrivant ces décisions écrites.**

Toutes les décisions des tribunaux civils et administratifs sont formulées par écrit. Le Code de procédure civile dispose que le greffier doit consigner le texte de toute décision dans le Registre officiel des causes, lequel doit être signé par le président du tribunal dans les 48 heures (article 60) suivant cette consignation. Le greffier communique dès que possible aux parties une copie écrite officielle de la décision (article 64), le greffe étant tenu responsable du préjudice que causerait l'inobservation de cette règle. Les tribunaux administratifs rendent leurs décisions par écrit en application des articles 8:66 et 8:67 de la Loi générale sur le droit administratif.

---

<sup>5</sup> Document IP/N/6/NLD/1.

Procédures et mesures correctives civiles et administratives

**5. En vertu de l'article 42, les défendeurs doivent être informés des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle engagées contre eux. Prière de décrire les procédures suivies pour informer les parties défenderesses des procédures qui ont été engagées contre elles, d'indiquer les renseignements fournis au sujet de la procédure et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.**

Comme il a été dit en réponse à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits<sup>6</sup>, toute procédure commence par la signification officielle au défendeur de l'assignation ou de la citation. Les règles régissant la nature et le contenu des assignations sont exposées dans le Code de procédure civile, en particulier aux articles 1 à 17, 126, et 429a à 429t. La citation doit indiquer les faits et les droits de la cause sur lesquels le demandeur fonde sa plainte (*fundamentum petendi*), ainsi que l'objet de la plainte (*petitum*). Elle doit également mentionner la date, les nom et adresse du demandeur, le domicile élu pour la durée de la procédure, les nom et domicile de l'huissier officiel qui notifie l'assignation au défendeur, les nom et domicile du défendeur, le nom de la personne qui a reçu copie de l'acte au moment de sa notification, l'indication du tribunal devant lequel l'affaire est portée, la date et l'heure de la comparution du défendeur, le nom du *procureur*, et porter la signature de l'huissier. Voir l'article 133 du Code de procédure civile. Les règles régissant la procédure engagée à l'encontre d'un organisme administratif sont énoncées aux articles 8:26, 8:37, 8:40 de la Loi générale sur le droit administratif.

**6. L'article 42 prescrit, à une étroite exception près, de prévoir un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels au cours des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Il est indiqué dans le document IP/N/6/NLD/1 qu'il ne doit pas être exigé des parties qu'elles divulguent "des secrets commerciaux qui ne sont pas pertinents pour l'affaire" (non souligné dans l'original), ce qui implique que les secrets commerciaux pertinents pour l'affaire doivent être divulgués. Prière d'indiquer les moyens prévus par la législation néerlandaise pour que les parties puissent identifier et protéger les renseignements confidentiels qu'elles sont tenues de présenter à l'appui de leurs allégations et de citer les textes juridiques prévoyant une telle identification et une telle protection.**

Aux Pays-Bas, les parties sont généralement libres de décider de présenter ou non tout renseignement, de quelque nature qu'il soit, qu'elles estimeraient utile à l'appui de leurs allégations. En matière civile, les parties ont toutes accès à l'ensemble des documents présentés au tribunal. Ce principe, énoncé à l'article 24 de la Loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire, se fonde sur les règles fondamentales du procès équitable, de l'égalité des armes, et du devoir fait au tribunal d'entendre les thèses des parties en présence. Ces dispositions sont conformes à l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution et à l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme à laquelle les Pays-Bas sont partie.

Le tribunal peut ordonner qu'une affaire ne soit pas entendue en public "pour des raisons importantes" qui sont précisées dans le compte rendu officiel de l'audience. Voir l'article 20 de la Loi sur l'organisation générale du pouvoir judiciaire et l'article 429g du Code de procédure civile.

Pour les procédures administratives, les dispositions applicables sont celles de l'article 8:29 de la Loi générale sur le droit administratif. Si une partie estime que certains renseignements renferment des secrets commerciaux qu'elle ne souhaite pas rendre publics, elle peut demander au tribunal de décider de ne pas les divulguer à l'autre partie. En ce cas, seul le tribunal aura connaissance de ces

---

<sup>6</sup> Document IP/N/6/NLD/1.

renseignements. La partie adverse doit faire savoir expressément qu'elle ne s'oppose pas à ce qu'il en soit fait usage dans la décision, faute de quoi le tribunal renonce à les utiliser.

**7. L'article 43:2 prévoit que, si une partie refuse de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée par les autorités judiciaires ou administratives, celles-ci peuvent être habilitées à rendre des déterminations préliminaires et finales défavorables à cette partie. Les conséquences du refus par une partie comparaissant en qualité de témoin de répondre aux questions posées par le tribunal ne sont pas évoquées dans le document IP/N/6/NLD/1. Prière d'indiquer les sanctions qui peuvent être infligées à une partie qui a refusé de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée et les circonstances dans lesquelles elles sont infligées, en citant le texte juridique qui les prévoit.**

En matière de preuve, le droit néerlandais pose le principe de la souveraineté du tribunal pour apprécier la valeur accordée à tout élément de preuve qui lui est communiqué (article 179 du Code de procédure civile). Confronté à un témoin qui refuse de répondre, le tribunal peut tirer de cette attitude des conclusions défavorables. Voir le paragraphe 2 de l'article 179 du Code de procédure civile. Les décisions judiciaires, en ce qui concerne l'appréciation des éléments de preuve, peuvent être révisées devant une juridiction supérieure. Aux termes de l'article 8:31 de la Loi générale sur le droit administratif, la même possibilité est prévue pour les tribunaux administratifs.

**8. L'article 44:2 prévoit une exception à la prescription énoncée au paragraphe 1 en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics de limiter la mesure corrective d'une infraction au paiement d'une rémunération adéquate, tel que le prévoit l'article 31 h). Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation néerlandaise et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.**

Aucune disposition particulière n'est prévue à ce sujet.

**9. L'article 48:2 autorise les Membres de l'OMC à ne dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans l'exercice de leurs responsabilités dans le cadre de la législation. Prière d'indiquer les éventuelles exemptions de responsabilité accordées aux autorités et agents publics pour usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits, de décrire les circonstances dans lesquelles de telles limitations ne s'appliqueraient pas et de citer les textes juridiques accordant de telles exonérations.**

Les autorités et agents publics sont censés en toutes circonstances agir de bonne foi dans l'exercice des responsabilités qui leur incombent légalement. Comme cela a été indiqué dans les réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits<sup>7</sup>, l'employeur (l'État, les autorités régionales ou municipales) est responsable de la conduite de ses employés. Les autorités ne peuvent bénéficier d'aucune exonération de responsabilité en cas d'usage abusif des procédures susmentionnées. Une autorité administrative peut être tenue de verser des dommages-intérêts, l'agent public pouvant être condamné à une amende ou, dans des cas exceptionnels, faire l'objet de poursuites pénales.

#### Mesures provisoires

**10. En vertu de l'article 50:3 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à exiger d'un requérant qu'il fournisse des éléments de preuve pour établir avec une certitude suffisante qu'il est le détenteur du droit et qu'une atteinte est portée à son droit ou**

---

<sup>7</sup> Document IP/N/6/NLD/1.



**qu'elle est imminente. Pour chaque droit de propriété intellectuelle défini à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière d'indiquer les éléments de preuve requis des détenteurs de droits pour établir la propriété.**

Pour qu'il soit fait droit à sa demande, le plaignant qui demande l'application d'une mesure conservatoire doit convaincre le tribunal avec une certitude suffisante qu'il est le détenteur du droit de propriété intellectuelle. Le Code ne précise pas la liste des éléments de preuve à produire pour établir un tel droit, ni n'indique de restrictions à ces éléments, et il ne distingue pas les différents droits de propriété intellectuelle. Cette décision est du ressort du tribunal. Voir les articles 700 à 710 pour la procédure permettant d'obtenir l'application d'une mesure de saisie.

#### Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

**11. Il est indiqué dans le document IP/N/6/NLD/1 que la législation néerlandaise est en cours de modification pour mettre en œuvre le Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil des Communautés européennes. Prière d'indiquer l'état d'avancement de la mise en œuvre et les mesures à la frontière qui seront mises en place.**

Cette proposition de loi visant à modifier le Code pénal, la Loi sur le droit d'auteur de 1912 et la Loi sur les droits voisins a pour objet non seulement de mettre en œuvre le Règlement n° 3295/94 du Conseil des Communautés européennes mais aussi l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. En bref, aux termes de l'article 337 du Code pénal, sont punissables actuellement l'importation, la vente, la mise en vente, la fourniture, etc. de marchandises sur lesquelles est apposée une imitation du nom de commerce d'une autre personne ou de la marque à laquelle elle a droit.<sup>8</sup> Les articles 31a et 32a de la Loi sur le droit d'auteur de 1912, ainsi que les articles 22 et 24 de la Loi sur les droits voisins, visent des actes similaires en ce qui concerne les œuvres protégées par ces lois (voir le document susmentionné, pages 10-11). La proposition de loi ajoute l'importation, la vente, etc. de "marchandises ou parties de marchandises imitant frauduleusement l'apparence d'un dessin ou modèle auquel a droit une autre personne, ou dont l'apparence ne présente que des différences mineures avec ledit dessin ou modèle" (premier paragraphe de l'article 337, alinéa e) de l'actuel Code pénal). Par ailleurs, l'éventail des actes prohibés est étendu, dans les trois lois susmentionnées, au "transport" et à l'"exportation", à l'effet de mettre à la disposition de l'administration des douanes et autres autorités chargées des enquêtes pénales des moyens accrus de lutter contre l'imitation ou la violation des droits de propriété intellectuelle (piratage). Cette modification a été inspirée par le Règlement. Le projet de loi a été présenté au Parlement le 28 août 1997. Une nouvelle lecture devrait avoir lieu prochainement.

#### Procédures pénales

**12. L'article 61 prescrit que les peines soient suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Prière d'indiquer en quoi les peines prévues par la législation néerlandaise sont conformes à cette obligation.**

Pour un panorama montrant que les Pays-Bas ont édicté des sanctions pénales pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, prière de se reporter aux réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>9</sup> La proposition de loi déjà évoquée dans la réponse à la question 11 prévoit

---

<sup>8</sup> Voir les réponses fournies par les Pays-Bas à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/N/6/NLD/1).

<sup>9</sup> Document IP/N/6/NLD/1.

également des peines nouvelles. Aux termes de l'article 337 du Code pénal, sera désormais considéré comme circonstance aggravante le fait de commettre une infraction dans le cadre d'une activité professionnelle ou commerciale. Un tel acte sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatre ans maximum ou d'une amende de cinquième catégorie (100 000 florins). Cette peine est déjà encourue en cas de violation d'un droit d'auteur ou d'un droit voisin (article 31b de la Loi sur le droit d'auteur de 1912 et article 23 de la Loi sur les droits voisins). De surcroît, les peines énoncées à l'article 31a de la Loi sur le droit d'auteur de 1912 et à l'article 22 de la Loi sur les droits voisins seront aggravées pour atteindre le niveau prévu au premier paragraphe de l'article 337 du Code pénal (peine d'emprisonnement d'un an maximum ou amende de cinquième catégorie (100 000 florins)).

[Questions complémentaires des États-Unis]

**1. Prière de fournir des renseignements statistiques concernant les moyens de faire respecter sur le plan civil les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins ou modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux pour chacune des années 1996 et 1997, en précisant le nombre de plaintes enregistrées, d'injonctions ayant abouti, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle, de saisies effectuées sur des équipements portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle, d'affaires résolues (y compris à l'amiable), et le montant des dommages-intérêts alloués.**

Des renseignements statistiques fournis par le gouvernement des Pays-Bas sont présentés en annexe.

**2. Prière de fournir des renseignements statistiques qui concernent les moyens de faire respecter les droits sur le plan pénal en matière de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et de violation d'une marque de commerce ou de fabrique, pour chacune des années 1996 et 1997, en indiquant le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou la durée des peines d'emprisonnement infligées (et précisant si les amendes ont été payées et si la peine de prison a été effectuée ou s'il y a été sursis), ainsi que tout autre renseignement établissant que votre système pénal contribue de façon effective à décourager le piratage du droit d'auteur et la contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce.**

Des renseignements statistiques fournis par le gouvernement des Pays-Bas figurent en annexe.

**ANNEXE**

Renseignements statistiques en matière de propriété intellectuelle 1996/1997

	1996	1997
Nombre total de plaintes pour fraude déposées en matière de marques de fabrique ou de commerce	916	1 071
Sur ce nombre total, il est apparu, après un examen préliminaire (M.I.A/Équipe 5) réalisé en collaboration avec les titulaires des marques de fabrique ou de commerce et/ou leurs mandataires, qu'il n'avait pas été porté atteinte au droit et donc, à titre d'information:	628	790
Restent:	288	281
Dont:		
Comptes rendus	229	148
Comptes rendus d'enquête	8	6
Conclusions	13	15
Redressements apportés	9	82
Absence d'infraction	29	30
	288	281

Pour plus de détails sur les quantités de marchandises saisies en 1996 et 1997, voir les tableaux 1 et 2 (ci-après).

**Tableau 1**  
**Marchandises saisies en 1996**

	CE	Autres	Total
Briquets	5 093	15 000	20 093
Bracelets	0	9	9
Mules de bain	3	0	3
Jarretières	5	0	5
Casquettes	476	192	668
CD pour consoles de jeu	183	0	183
CD-ROM	8 225	0	8 225
Labels informatiques	90	0	90
Jeux informatiques	0	29	29
Supports de cartes de crédit	16	0	16
Boutons	716	0	716
Imprimés	0	9	9
Pellicules	0	35	35
Colliers	0	13	13
Pendentifs	0	9	9
Images olographes	9 800	0	9 800
Montres	301	1 917	2 218
Cadrans de montres	1 000	1 500	2 500
Fauteuils de jardin en bois	0	24	24
Processeurs Intel	1 061	0	1 061
Vestes	535	0	535
Boîtes en carton portant une marque	500	0	500
Certificats d'enregistrement	0	1	1
Vêtements	0	462	462
Valises	4	0	0
Étiquettes	17 542	17	17 559
Boutons de manchettes	0	1	1
Cartes	0	5	5
Boîtes portant une marque	500	208	708
Chapeaux	24	0	24
Boucles d'oreilles	0	9	9
Chemises	533	0	533
Parfums	450	0	450
Boîtes de crayons	0	552	552
Chemises-polo	301	0	301
Portefeuilles	1 158	0	1 158
Ceintures	78	50	128
Bagues	0	24	24
Chaussures	32	0	32
Écharpes	12	0	12
Shorts	144	0	144
Porte-clés	98	0	98
Antivols	0	1	1
Chaussettes	69	0	69
Jeans	1 235	1 072	2 307
Timbres	0	1	1
Cravates	161	0	161
Sacs à main	272	27	299
Survêtements	218	669	887
Sweaters	611	591	1 202
T-shirts	1 442	2 227	3 669

	CE	Autres	Total
Vidéocassettes	32	0	32
Cadrans d'horloge	0	100	100
Imprimés sur soie	0	13	13
Lunettes de soleil	464	0	464
TOTAL	53 382	24 767	78 149

**Tableau 2**  
**Marchandises saisies en 1997**

Marchandises	Nombre
Étiquettes diverses	150 000
Cartes de visite	80 000
Pièces de tissu diverses	67 337
Briquets	60 300
Boîtes de CD	51 391
Caleçons courts	46 934
Porte-clés	36 900
Chemises	24 511
CD-ROM	22 907
Argent	f 20 000
Jeans/pantalons	17 628
Montres	13 647
Casiers pour CD	9 600
Papier aluminium	7 200
Parfums	7 108
Vidéocassettes	6 963
Boîtiers pour CD	4 320
Casquettes	3 527
Chemises	1 977
CD	1 212
Rivets de cuivre colorés pour jeans	1 080
Sacs	1 005
Boutons de jeans	2 500
Boîtiers doubles pour CD	588
Intels	500
Statues	328
Manteaux	238
Mules de bain	225
CD vierges	171
Écharpes	140
Étiquettes de marque de jeans	140
Flashers pour jeans	134
Billets de transports publics	127
Pièces de cuir pour jeans	133
Étiquettes portant des indications de lavage, pour jeans	128
Codes barres pour jeans	123
Ceintures	91
Chaussures	78
Gameboys	59
Whisky	38
Lunettes de soleil	28
Vêtements d'enfant divers	28
Sacs à dos	25
Cartes pour téléphone mobile	17
Serviettes	14
Appareils électriques divers	13
Téléphones mobiles	11
Portefeuilles	9
Écrans de télévision	2

Marchandises	Nombre
Voitures	2
Chargeur de téléphones sans fil	1
Sonnettes	1
TOTAL	650 000

-----